

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 21/07/2022

Centre administratif  
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS GUIPAL**

Crassous  
lieu-dit Al Rial - section AX n° 40 à 47 et 50  
12400 ST AFFRIQUE

Références : n° 12-CARMIN-2022-39

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SAS GUIPAL implanté à Crassous lieu-dit Al Rial - section AX n° 40 à 47 et 50 - 12400 ST AFFRIQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GUIPAL
- Lieu-dit le "Crassous" 12400 ST AFFRIQUE
- Code AIOT dans GUN : 0006803041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière du "Crassous" autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral n° 2005-308-10 du 04 novembre 2005, vient de faire l'objet d'un changement d'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2022-06-23-00001 daté du 23 juin 2022 (jour de l'inspection) au bénéfice de la SAS GUIPAL (exploitant déjà présent sur la carrière St Martin commune de Brusque).

La carrière n'était pas en activité le jour de la visite d'inspection.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stockage des matériaux
- Affichage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission de matériaux inertes externes	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.4	/	Sans objet
Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 10	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière du "Crassous" n'est plus exploitée depuis plus de six mois. Une reprise de l'activité sera assurée par le nouvel exploitant SAS GUIPAL (APC daté du jour de l'inspection), qui projette de modifier la configuration de stockage des matériaux, une rationalisation des zones de circulation et d'installation, et les conditions d'accueil de produits minéraux ou de déchets non dangereux (rubrique 2517).

Un "porter à connaissance" est en cours de réalisation.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Admission de matériaux inertes externes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des matériaux inertes externes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer la stabilité physique des versants de stockage. Ce stockage ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
<b>Constats :</b> Malgré une gestion des zones de stockage des matériaux inertes externes désordonnée, les stockages montrent une stabilité. Il est à noter, que la carrière, très récemment acquise par la SAS GUIPAL (au jour de l'inspection par arrêté préfectoral n° 12-2022-06-23-00001 en date du 23 juin 2022) fait déjà l'objet d'un plan de reconfiguration des zones de stockage, et d'une rationalisation des espaces (circulation, installations).
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies-plan) d'une configuration des zones de stockage adaptée et compatible avec un bon écoulement des eaux de ruissellement, dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Aménagement préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.
<b>Constats :</b> Sur la carrière très récemment acquise, l'inspection des installations classées a constaté une signalétique minimaliste, de sécurité in situ et aux abords du site. La signalétique identitaire et de référence de l'autorisation au niveau de l'accès au site est à mettre à jour.
<b>Observations :</b> Il convient de développer les consignes in-situ, de changer les signalétiques illisibles, et de procéder à la mise à jour de la signalétique identitaire sur l'accès au site.  L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet